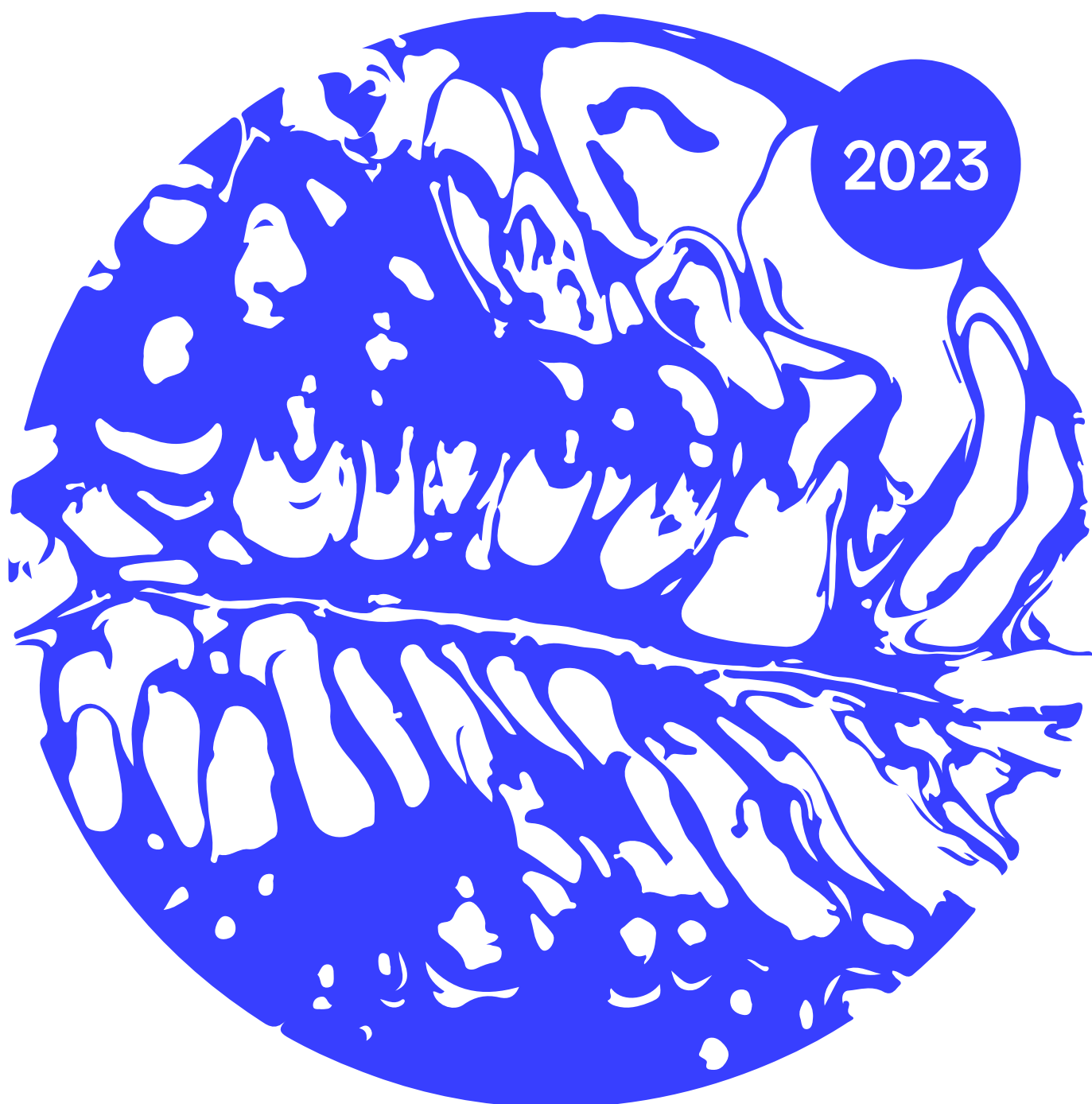
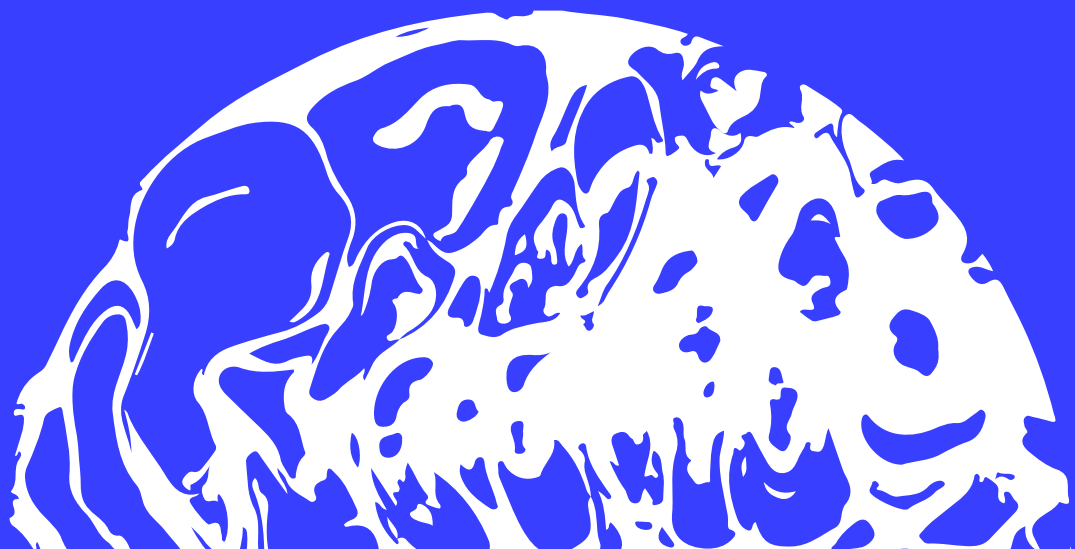


Justice climatique

Position de l'Alliance climatique suisse





Inhalt

Justice climatique – Position de l'Alliance climatique suisse	4
Les revendications du groupe de travail Justice climatique	5
Helvetas	6
Action de Carême	8
Groupe de travail Climat et Environnement	10
Public Eye	12
Société pour les peuples menacés	14
Grüner Fisch	16
œco églises pour l'environnement	18
StopPauvreté	20
EPER	22
Swissaid	24
Le groupe de travail justice climatique de l'Alliance climatique	26

Justice climatique – Position de l'Alliance climatique suisse

Le réchauffement climatique est source d'injustice : les effets du réchauffement climatique touchent en priorité les personnes qui ont peu contribué à la problématique et qui ne disposent pas des moyens financiers pour prendre les mesures de protection et les coûts d'adaptation nécessaires. Cela est injuste. La justice climatique signifie que, selon le principe du pollueur-payeur, les pays, les entreprises et les personnes qui sont les principaux responsables du réchauffement de la planète doivent également assumer la responsabilité des conséquences. Ils doivent assumer globalement les conséquences et les dommages du réchauffement climatique et montrer la voie en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ils doivent et peuvent agir.

Les émissions de gaz à effet de serre doivent être réparties de manière équitable au niveau mondial, en tenant compte des émissions historiques. Parallèlement, les effets du réchauffement climatique doivent être abordés de manière équitable : les mesures d'adaptation nécessaires et les compensations pour les dommages et les pertes déjà subis doivent être supportées par ceux qui sont les principaux responsables du réchauffement climatique. Ce que nous faisons déjà aujourd'hui n'est pas suffisant. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avertit avec insistance que les phénomènes météorologiques extrêmes continueront à s'intensifier si l'on n'agit pas enfin avec détermination. Aujourd'hui déjà, selon le GIEC, quelque 3,5 milliards de personnes sont pratiquement sans défense face à cette situation.

Les grandes multinationales contribuent à des émissions élevées de gaz à effet de serre : 103 groupes de l'industrie des carburants fossiles et de l'industrie du ciment ont émis près de 70 % (1221 gigatonnes d'équivalent CO₂) de toutes les émissions mondiales depuis 1965, selon le Climate Accountability Institute. Les groupes suisses contribuent également de manière significative aux émissions et donc au réchauffement climatique par le biais de leurs activités commerciales à l'étranger. La Suisse, en particulier, joue un rôle décisif en tant que site international pour les multinationales, plate-forme internationale importante pour le commerce des matières premières et place financière suisse d'importance mondiale. Selon une étude de la société McKinsey, la place financière suisse influence 40 fois les émissions nationales par le biais d'investissements et d'emprunts d'Etat.

La justice climatique comprend également la justice intergénérationnelle et une responsabilité envers l'environnement : au lieu de laisser aux générations suivantes des conditions environnementales au moins aussi bonnes, le mode de vie actuel, intensif en CO₂, a pour conséquence que les générations futures devront faire face aux conséquences difficilement calculables du changement climatique et ne pourront plus compter sur un environnement intact.

Les revendications du groupe de travail Justice climatique de l'Alliance climatique suisse

La Suisse est un pays qui a historiquement produit beaucoup de gaz à effet de serre et qui continue d'enregistrer des émissions de gaz à effet de serre élevées basées sur la consommation. Afin de contribuer davantage à la justice climatique globale, la Suisse est tenue d'augmenter sensiblement ses objectifs climatiques et d'apporter un soutien substantiel au-delà de la réduction des gaz à effet de serre, afin que les personnes qui subissent de plein fouet les effets du changement climatique sans avoir contribué au problème puissent vivre dans la dignité.

Nous demandons à la Suisse

- Les ambitions climatiques nationales doivent être revues à la hausse : un objectif net zéro doit être atteint d'ici 2040 (objectif intermédiaire : – 60 % par rapport à 1990 d'ici 2030 au niveau national).

Mais pour contribuer à la justice climatique, il faut plus !

- La Suisse doit contribuer à la réduction des émissions de CO₂ à l'étranger sans que cela soit comptabilisé dans son propre objectif national.
- La Suisse devrait de toute urgence allouer des fonds publics nouveaux et supplémentaires au financement de la lutte contre le changement climatique et apporter sa juste part à la contribution mondiale.
- La Suisse doit également mettre à disposition des moyens financiers pour les dommages et les pertes déjà survenus et s'engager en faveur d'un agenda ambitieux lors des négociations internationales sur le climat.
- La place financière a une grande responsabilité et doit contribuer aux objectifs de Paris.
- Négocier de matières premières : nous demandons au Conseil fédéral et au Parlement de faire preuve de responsabilité dans la crise climatique et de décider dès maintenant de l'abandon d'ici 2030 du commerce du charbon, qui nuit au climat.

En mission pour la justice climatique

Helvetas s'engage pour un monde juste, dans lequel tous les êtres humains vivent de manière autonome dans la dignité et la sécurité, utilisent les ressources naturelles de manière durable et prennent soin de l'environnement. L'organisation suisse indépendante de coopération au développement fournit une aide à l'autonomie dans une trentaine de pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, permettant ainsi de véritables changements.

En collaboration avec des organisations partenaires, Helvetas s'attaque aux défis globaux à différents niveaux: premièrement avec des projets sur place, deuxièmement avec la transmission de connaissances spécialisées. Et troisièmement, Helvetas promeut de bonnes conditions-cadres politiques en faveur des plus pauvres et des défavorisés.

Helvetas suit une approche multipartite et implique donc la société civile, l'État et l'économie privée dans son engagement. Helvetas travaille dans les domaines « eau, alimentation et climat », « formation, travail et revenus », ainsi que « participation et cohésion sociale. »

Après des catastrophes, Helvetas apporte également une aide humanitaire. Le travail d'Helvetas se concentre sur les régions rurales. Mais Helvetas est de plus en plus active dans le contexte urbain et oriente encore davantage son travail sur la promotion des jeunes.

En Suisse, Helvetas encourage une prise de conscience solidaire et participe au dialogue sur la politique de développement. Notre objectif est un monde juste dans lequel tous les êtres humains vivent de manière autonome dans la dignité et la sécurité, utilisent les ressources naturelles de manière durable et prennent soin de l'environnement.

Domaine d'activité « Changement climatique et réduction des risques de catastrophe »

Les personnes qui vivent dans la pauvreté sont celles qui contribuent le moins à l'effet de serre et pourtant, ce sont elles qui souffrent le plus du réchauffement climatique. Elles vivent dans des

zones inondables, dans des zones côtières basses et dans des zones arides, car elles ne peuvent pas se permettre de déménager dans des zones plus sûres. Les inondations et les cyclones détruisent leurs maisons et les sécheresses menacent leurs récoltes.

Certes, des centaines de millions de personnes ont pu échapper à la pauvreté au cours des dernières décennies. Mais le changement climatique menace ce progrès. Le développement économique se fait au détriment de l'environnement. Avec des conséquences existentielles pour les habitants des pays en développement, qui dépendent de ressources naturelles intactes comme les forêts ou les zones de pêche pour subvenir à leurs besoins.

Dans son travail de projet, Helvetas aide les communautés vulnérables à améliorer leur résilience. Les connaissances traditionnelles et la recherche moderne sont combinées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux effets attendus du changement climatique et trouver une solution aux risques de catastrophe.

Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, nous aidons les communautés à garantir leurs droits sur les ressources naturelles telles que les forêts, les pâturages ou les zones de pêche et à les gérer de manière durable. Notre objectif est d'améliorer leurs moyens de subsistance tout en préservant les écosystèmes et leur biodiversité. Helvetas relie les questions locales – telles que les questions de gestion des ressources naturelles – au dialogue politique au niveau national et dans les forums internationaux.

Politique et dialogue

Les processus de développement sont influencés de manière déterminante par les conditions-cadres politiques, économiques et sociales à tous les niveaux. Il faut une cohérence politique: sans efforts coordonnés en faveur d'un développement durable dans les domaines politiques les plus divers, les changements seront tout au plus ponctuels.

Si les problèmes et les crises se mondialisent, la politique doit également mondialiser sa recherche de réponses. Dans ce contexte, l'éradication de la pauvreté, de l'exclusion et des inégalités, la préservation de notre planète et l'organisation d'une économie durable sont interdépendantes. Il en résulte une responsabilité commune et il faut une politique intérieure mondiale basée sur des accords de droit international.

La Suisse, qui doit une grande partie de sa prospérité à ses relations avec l'économie mondiale, a justement la responsabilité d'aller de l'avant dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU, y compris par des mesures politiques.

En tant qu'organisation de développement, Helvetas s'engage activement pour des conditions-cadres internationales équitables. En Suisse, dans les pays en développement et au niveau international, Helvetas s'engage dans le conseil et le dialogue politiques, ainsi que dans le travail de lobbying et de campagne. Ses activités de politique de développement s'adressent aux gouvernements, à l'économie privée et aux organisations de la société civile.

Liens complémentaires

Notre « Appel pour une justice globale » + le document de référence correspondant à l'Appel pour une Suisse engagée, durable et respectueuse du monde (du 19 septembre 2022)

« Regards sur la politique » : La newsletter mensuelle sur la politique de développement - sur les questions Nord-Sud et la politique durable, en Suisse et dans le monde.

<https://www.helvetas.org/de/schweiz/was-sie-tun-koenen/dran-bleiben/polit-sichten-entwicklungspolitik>

Et la page d'accueil d'Helvetas, où nos projets climatiques sont présentés
<https://www.helvetas.org/fr/suisse>



Contact

Patrik Berlinger
Responsable de la communication en matière de politique de développement chez Helvetas

patrik.berlinger@helvetas.org

Action de Carême

La justice climatique, c'est assumer ses responsabilités

Nous devons agir maintenant pour éviter des catastrophes plus graves ! Parce que les personnes qui contribuent le moins au changement climatique sont celles qui en subissent le plus les conséquences.

Justice climatique et pauvreté – le droit à l'alimentation est déjà compromis aujourd'hui

Les personnes vivant dans la pauvreté ne comptent pas parmi les principaux responsables du réchauffement climatique. Les petits paysans qui pratiquent l'agroécologie ont une empreinte climatique négligeable. D'un point de vue global, les 10 % les plus riches de la population mondiale sont responsables d'environ 50 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents, comme les sécheresses, les fortes précipitations et les typhons, ou l'élévation du niveau de la mer, en sont la conséquence. Ces extrêmes menacent les existences. Ils détruisent les bases de vie des personnes. L'autosuffisance alimentaire est rendue difficile, voire impossible.

La justice climatique et la Suisse – le temps est écoulé

Le budget CO₂ résiduel désigne une quantité résiduelle de CO₂ qui peut encore être émise. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) calcule à l'aide de modèles l'importance de la quantité restante à l'échelle mondiale. La répartition de cette quantité résiduelle entre les différents pays est une question morale, la science climatique ne se prononce pas sur ce point. C'est pourquoi Action de Carême a lancé une discussion avec des éthiciens sur une répartition du budget mondial résiduel qui soit adaptée au climat. Le résultat a été clair : la part de la Suisse dans le budget résiduel mondial de CO₂, qui est conforme au climat, a été épuisée en mars 2022.

Si la Suisse veut continuer à s'engager pour une plus grande justice climatique dans le contexte mondial, les ambitions doivent être nettement

revues à la hausse – un objectif net zéro d'ici 2050 n'est pas suffisant pour cela. La quantité de gaz à effet de serre encore émise depuis mars 2022 jusqu'à l'instant zéro net (prévu en 2050) dépasse notre budget résiduel adapté au climat - nous nous endettons. Pour réduire cette dette, la justice climatique implique de développer des prestations à d'autres endroits – c'est notre obligation morale en tant que responsables du réchauffement climatique mondial.

Le travail d'Action de Carême

Action de Carême s'engage en Suisse pour des objectifs climatiques ambitieux. Au sein de la coprésidence de l'Alliance climatique suisse, nous nous engageons pour le renforcement de la voix de la société civile dans la politique climatique suisse. Nous soutenons l'initiative sur les glaciers et demandons son acceptation. L'initiative demande à juste titre l'abandon de l'utilisation des énergies fossiles. Nous demandons au Parlement d'adopter une révision de la loi sur le CO₂ qui tienne compte des dernières connaissances scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Nous sensibilisons le public aux effets du comportement individuel de consommation sur les émissions de gaz à effet de serre dans nos campagnes. Avec les Conversations carbone, nous offrons une possibilité concrète de réfléchir et d'adapter son comportement de consommation en conséquence.

Au niveau international, Action de Carême fait entendre la voix de ses organisations partenaires dans les négociations climatiques de l'ONU. Avec elles, nous nous engageons pour des objectifs climatiques mondiaux ambitieux ainsi que pour une production d'énergie renouvelable socialement équitable.

L'engagement de Action de Carême en matière de politique climatique se fonde sur notre collaboration avec des organisations partenaires. Action de Carême aide ses partenaires dans 14 pays à s'adapter aux conséquences inévitables du réchauffement climatique. Les méthodes de l'agriculture agro-écologique augmentent la résilience face aux conditions climatiques changeantes et créent des perspectives d'avenir. C'est ainsi que les paysans haïtiens luttent contre les ouragans de plus en plus violents. Les haies vives stabilisent les pentes abruptes et le compost revalorise les sols. La culture de légumes améliore l'alimentation. Les récoltes ne sont plus emportées par les fortes pluies. Les adaptations aux conditions climatiques changeantes améliorent l'alimentation des personnes. En Colombie, les projets de production d'énergies renouvelables socialement équitables montrent qu'un développement équitable et la réduction des gaz à effet de serre vont de pair. La mise à disposition d'énergies renouvelables peut avoir des répercussions positives sur d'autres domaines de la vie. Pour cela, il faut des solutions adaptées localement, qui impliquent et forment les communautés locales dans la planification, la mise en œuvre et pour l'exploitation.

Ce sont ces organisations partenaires qui veulent s'engager dans la politique climatique avec Action de Carême. Pour stopper le réchauffement climatique, il faut des conditions cadres appropriées. Celles-ci sont définies politiquement et doivent s'attaquer aux causes du problème. C'est pourquoi Action de Carême s'engage dans la politique climatique – et demande aux responsables du réchauffement climatique - des pays comme la Suisse – d'adopter des objectifs climatiques plus ambitieux et de soutenir d'autres pays.

Le programme « Énergie et justice climatique »

L'utilisation des énergies fossiles est responsable de plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Un tournant énergétique vers des énergies renouvelables équitables et durables est nécessaire de toute urgence pour maintenir l'augmentation de la température mondiale bien en dessous de 2° C. Il est important que les aspects sociaux soient également pris en compte dans la transition énergétique. Une énergie renouvelable adaptée au climat signifie une énergie renouvelable socialement équitable. La production d'énergie doit impliquer les communautés et leurs besoins, permettre l'accès à une énergie renouvelable suffisante tout en respectant les ressources limitées de la planète Terre – c'est-à-dire les limites planétaires.

<https://fastenaktion.ch/recht-auf-nahrung/klima-und-energie/>

<https://energy-justice.org/>



Contact

Stefan Salzmann
responsable de programme
de l'Action de Carême

salzmann@fastenaktion.ch
041 227 59 53



Lors de la conférence sur le climat qui s'est tenu à Glasgow en 2021, les organisations partenaires d'Action de Carême ont fait du lobbying pour une production d'énergie renouvelable et socialement équitable

Groupe de travail Climat et Environnement

L'humanité entière est entrée dans une urgence climatique

Le réchauffement climatique est, du fait de son origine et de ses conséquences, une grande injustice. Les organisations et les personnes individuelles réunies de manière informelle au sein du Groupe de travail Climat et Environnement du Réseau évangélique suisse RES, ainsi que d'autres acteurs chrétiens issus de l'église, de la politique et de la science, s'engagent pour une action déterminée et coordonnée en faveur de la justice climatique, comme ils l'expliquent dans une «Déclaration pour une action chrétienne» commun face à l'urgence climatique actuelle :

1. Ils reconnaissent le consensus scientifique actuel (quasi-total) sur les causes et les conséquences potentielles du réchauffement climatique, notamment les faits suivants :

- Le réchauffement climatique actuel est non seulement réel, mais qu'il est bien plus rapide que les variations climatiques naturelles observées dans l'histoire récente ou conservées dans la géologie de notre planète.
- La concentration atmosphérique de CO₂, le gaz à effet de serre ayant le plus d'impact sur le réchauffement climatique, a été durant une très longue période (plusieurs centaines de milliers d'années) stable entre 220 et 300 parties par millions (ppm), et qu'il a soudainement augmenté depuis le début du 20ème siècle pour atteindre 410 ppm début 2020.
- Cette augmentation est parfaitement corrélée avec la combustion des énergies fossiles par les humains, qui ont relâché depuis 1850 plus de 1500 milliards de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère.
- Les sciences du climat, les observations météorologiques et la paléoclimatologie ont amélioré

considérablement la compréhension du fonctionnement du climat terrestre, en particulier l'effet des gaz à effet de serre, et ont permis de développer des modèles climatiques suffisamment fiables pour prévoir l'évolution future du climat terrestre avec une confiance significative.

- Avec les taux d'émission de CO₂ résultant de la poursuite de l'utilisation des combustibles fossiles, le réchauffement du climat terrestre pourra atteindre des valeurs mettant en péril la survie d'une grande partie des écosystèmes et donc des espèces vivant sur la Terre, y compris les humains.
- Les sociétés humaines seront durement touchées par l'augmentation des températures, au travers de la montée des océans, de l'augmentation des zones trop chaudes pour y vivre, de l'augmentation de la fréquence et de la puissance des événements météorologiques extrêmes (tempêtes, vagues de chaleur, sécheresses, etc.). Ces phénomènes auront des répercussions dramatiques sur les ressources indispensables aux sociétés humaines (production agricole, ressources forestières et marines, etc.) et donc sur leur survie même.

2. Ils agissent sur la base de la Bible, dans la lutte contre le réchauffement climatique, notamment selon les principes suivants :

- Dieu a confié la Terre aux humains pour qu'ils en prennent soin. Le climat en fait partie. Suivre Dieu et l'honorer s'exprime donc aussi au travers de cette responsabilité.
- Dieu se révèle dans ses œuvres, et se réjouit de ses créatures. Notre louange à Dieu consiste donc aussi à respecter ce qu'il a créé. Le réchauffement climatique causé par les humains met en péril de nombreux équilibres sur Terre. Celui qui aime Dieu doit agir.
- L'amour de Dieu pour la Création a été pleinement manifesté par la venue, la vie, la mort et la résurrection de Jésus-Christ, qui a réconcilié non seulement les humains avec Dieu, mais l'Univers entier. A sa suite, Jésus nous demande d'aimer non seulement notre prochain comme il nous a aimés, mais également toutes les créatures et la Création entière. Nous ne devrions pas choisir un style de vie personnel et collectif qui met en péril la qualité de vie de nos descendants.
- Ce que le Seigneur attend de nous, c'est que nous pratiquions la justice. Le réchauffement climatique est causé principalement par les plus riches et subi par les plus pauvres. C'est pourquoi nous sommes appelés à lutter pour une plus grande justice climatique.
- Dieu a choisi de venir habiter sa Création. Les chrétiens croient que le Règne de Dieu commence ici-bas, qu'il n'est pas un règne de destruction mais de justice, paix et réconciliation. Nous sommes appelés à refléter par notre vie et nos actions un Dieu vivant qui aime sa Création et qui œuvre à son renouvellement.

3. Ils en tirent les conséquences suivantes :

- Les prévisions climatiques exigent de l'humanité un abandon le plus rapide possible des énergies fossiles pour stopper l'augmentation du CO₂ atmosphérique et le faire redescendre ensuite.
- Cette action a une dimension éthique impérative, car la survie de nombre de nos descendants ainsi que de la plupart des espèces vivantes est en jeu.
- Les Églises, corps de Jésus-Christ sur Terre, portent une responsabilité particulière vis-à-vis de la Création dont elles font partie intégrante. Jésus-Christ nous appelle à vivre et refléter le Royaume de Dieu ici-bas, en œuvrant pour la protection

de la Terre et de toutes les créatures, et à aimer nos prochains.

- Les Églises ont le devoir de s'engager résolument pour contrer le réchauffement climatique, que ce soit en paroles (affirmation de l'urgence et des actions nécessaires) et en actes.

4. Ils encouragent les Églises ou communautés chrétiennes, leurs membres et sympathisants, à agir à leur niveau de manière concrète, au travers :

- Des choix de vie orientés vers une diminution de nos propres émissions en CO₂.
- Un changement de nos modes de consommation vers des biens fabriqués en respectant l'humain et l'environnement, à partir de sources renouvelables ou recyclées.
- Une vie orientée vers davantage de justice et de partage avec les régions pauvres qui aspirent à une vie meilleure et qui pourtant sont les premières victimes du réchauffement climatique.
- Un soutien aux décisions politiques favorisant l'abandon des énergies fossiles et la transition vers les énergies renouvelables, en abondance suffisante pour subvenir aux besoins de tous.

Contact



Daniela Baumann
Communication RES &
Coordination Groupe
de travail Climat et
environnement
info@sea-aku.ch /
www.sea-aku.ch



Steve Tanner
Président A Rocha Suisse
steve.tanner@arocha.org

Crise climatique et négoce de matières premières – la Suisse face à sa montagne de responsabilités

Les sociétés suisses contribuent de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre, et donc au réchauffement climatique, par leurs activités à l'étranger. Alors que le commerce des énergies fossiles – en particulier de charbon, très néfaste pour le climat – occupe le haut du classement, les négociants suisses en matières premières et les autorités politiques n'assument pas leurs responsabilités.

L'Accord de Paris sur le climat de 2015 impose à tous les États signataires des « responsabilités communes mais différenciées [...] eu égard aux différentes situations nationales » pour atteindre les objectifs climatiques. Ce principe d'équité est énoncé en préambule de l'accord et demande à tous les États d'agir là où ils peuvent lutter efficacement contre la crise climatique.

Modeste en termes de population et de superficie, la Suisse compte proportionnellement parmi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre nocifs pour le climat. D'une part, la Suisse est responsable d'une quantité élevée d'émissions par sa consommation intérieure (importation de biens de consommation, émissions dites grises) qui ne sont pas prises en compte dans son budget CO₂. D'autre part, les émissions indirectes des entreprises helvétiques – c'est-à-dire celles imputables à leurs chaînes de valeur – augmentent fortement les émissions de gaz à effet de serre totales de la Suisse.

Selon une nouvelle étude, le bilan de la Suisse en termes d'émissions de CO₂ est bien plus élevé que ce que l'on pensait jusqu'ici. Elle contribue en effet à 2–3% du total mondial, soit à peu près autant que le Brésil, le Japon ou l'Indonésie. Les grandes entreprises suisses jouent un rôle significatif dans ces émissions, et donc dans la crise climatique, par leurs activités commerciales à l'étranger. Les

émissions de gaz à effet de serre directement imputables aux importations des multinationales domiciliées en Suisse représentent déjà 7 à 10 fois les émissions intérieures. Et ce sans tenir compte des émissions générées sur leurs chaînes de valeur.

Le principe du pollueur-payeur vise à lutter contre les conséquences du réchauffement climatique. La logique est simple : ceux qui contribuent le plus à la crise climatique doivent aussi être ceux qui payent le plus pour les dommages causés et les coûts des mesures d'adaptation. Des acteurs comme les États à industrialisation précoce, les multinationales, l'industrie des énergies fossiles ainsi que les 10% les plus riches de la population mondiale sont responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre. La Suisse figure en tête des pollueurs : externaliser à l'étranger les conséquences négatives de sa prospérité fait depuis longtemps partie du « modèle d'affaires suisse¹ ».

Justice climatique : la Suisse doit demander des comptes aux négociants

Ce constat se manifeste particulièrement dans le commerce mondial de matières premières néfastes pour le climat, dont la Suisse est une plaque tournante. Le négoce de matières premières est un secteur économique important : en 2021, il représentait 8% du produit intérieur brut (PIB) – pres-

que autant que le secteur bancaire. Les bénéfiques records réalisés par les négociants en matières premières durant les crises successives qui ont marqué ces dernières années ont certainement encore renforcé la part du négoce dans le PIB de la Suisse.

Nos recherches montrent que les sociétés domiciliées en Suisse sont responsables de 40 % du commerce mondial de charbon, la source d'énergie la plus polluante au monde. Ces dernières années, le charbon a connu une véritable renaissance, notamment en raison des prix élevés du gaz, et la demande mondiale n'a jamais été aussi élevée. Les négociants helvétiques réalisent ainsi des bénéfiques records, et ce quand bien même la sortie du charbon a été décidée au niveau mondial en 2021, lors de la Conférence de Glasgow sur les changements climatiques. Une résolution que la Suisse a également soutenue.

En dépit de ses engagements, la Suisse n'a rien fait pour réguler le commerce de charbon. Pourtant, ce secteur présente non seulement des risques en matière de droits humains, mais il s'accompagne aussi d'une lourde responsabilité écologique, notamment en matière de changement climatique. Si elle décidait d'agir, la Suisse pourrait avoir une influence bien plus grande qu'elle ne le pense – ou aimerait le penser – sur ces problèmes. Mais jusqu'à présent, le Conseil fédéral n'a pris aucune mesure pour arrêter l'activité florissante des négociants en charbon, et ainsi mettre en œuvre, de manière cohérente, sa politique climatique face à ce combustible dont les externalités sont inquantifiables.

La justice climatique implique également de reconnaître le rôle joué par les multinationales dans la

crise climatique et d'exiger qu'elles assument leurs responsabilités. La Suisse doit prendre des mesures pour garantir davantage de transparence dans le commerce mondial de charbon, revendiquer des plans de transition contraignants et surveiller leur mise en œuvre. Il est par ailleurs essentiel d'introduire des normes contraignantes pour la participation des négociants aux mesures environnementales et d'adaptation dans les pays Sud, d'où proviennent les matières premières grâce auxquelles ils s'enrichissent.

Cette négligence politique a également des conséquences sur la crise climatique.

Public Eye enquête depuis plus de dix ans sur la place suisse du négoce de matières premières. Notre constat : les sociétés domiciliées en Suisse profitent du manque de transparence et de réglementation qui règne dans ce secteur, au détriment des pays producteurs et des populations économiquement défavorisées.

La justice climatique implique d'agir là où la crise climatique peut être combattue efficacement. En Suisse, c'est le cas notamment à Genève, Zoug et Lugano, hauts lieux du négoce mondial de charbon. La position dominante de la Suisse dans ce commerce particulièrement néfaste pour le climat lui permettrait d'avoir une réelle influence sur la politique climatique mondiale. Elle lui confère par ailleurs une responsabilité qu'elle n'assume pas à ce jour. Cette inaction doit cesser !

1. Etude 'La Suisse, engagée pour le climat', juin 2022, McKinsey sur mandat du WWF et d'Économiesuisse, https://www.economiesuisse.ch/sites/default/files/publications/Decarbonation_r%C3%A9sum%C3%A9_FR.pdf (consulté le 27.09.2022)



Contact

Robert Bachmann
sur le négoce de
matières premières
044 277 79 22
robert.bachmann@publiceye.ch

www.publiceye.ch

Contact

Géraldine Viret
responsable médias
078 768 56 92
geraldine.viret@publiceye.ch

www.publiceye.ch

Société pour les peuples menacés

Soutien aux communautés de vie autochtones et traditionnelles

La Société pour les peuples menacés (GfbV) soutient les communautés autochtones et traditionnelles de l'Arctique et de l'Amazonie brésilienne dans la lutte pour leur espace de vie et leur autodétermination. En collaboration avec nos organisations partenaires autochtones, nous apportons la pertinence de la justice climatique dans les débats sur la manière de surmonter la crise climatique en donnant aux peuples autochtones et aux minorités concernés une plateforme et en renforçant leur voix. Nous voulons également empêcher l'émergence d'un « colonialisme vert » : La conversion urgente vers des sources d'énergie renouvelables et plus respectueuses du climat nécessite une approche holistique qui inclut des facteurs sociaux et écologiques.

Les communautés autochtones et traditionnelles souffrent non seulement des graves effets de la crise climatique provoquée par le Nord, mais aussi de l'exploitation industrielle croissante des combustibles fossiles et d'autres ressources naturelles ainsi que de l'augmentation des terres agricoles. Des phénomènes souvent responsables de la crise climatique.

Justice climatique

Alors que les changements climatiques sont particulièrement dramatiques et visibles dans l'Arctique², la pression sur l'Amazonie en tant que régulateur fondamental du climat mondial ne cesse d'augmenter³. Les débats sur le développement industriel et l'exploitation des ressources naturelles en Amazonie et dans l'Arctique sont au cœur de la crise climatique. Mais ils doivent également être spécifiquement gérés dans une perspective de justice climatique. Parce que les changements climatiques sont provoqués par un mode de vie et une industrialisation que les communautés indigènes et traditionnelles rejettent et combattent en grande partie. Cette résistance est souvent violemment réprimée⁴. De plus, les communautés autochtones et traditionnelles sont touchées de manière disproportionnée par les effets dévastateurs de la crise climatique sur leurs habitats écologiquement sensibles :

Il y avait des moments où nous poussions et il y avait peu à récolter en raison du manque de pluie. Je pense que cela est dû à la déforestation massive. Ce qu'ils [les agro-industriels et les prospecteurs] font subir à la nature est violent. Et c'est ce qui cause ce qui se passe ici avec moi, ce déséquilibre. Pas seulement ici, je pense que le monde entier tombe dans ce déséquilibre. »

– Sara, membre d'une communauté de pêcheurs traditionnels à Tapajós (PA), Amazonie

Du point de vue de la justice climatique, il est également frappant de constater que les projets d'infrastructure ou les investissements agricoles sont souvent commercialisés comme étant soi-disant « verts » et respectueux du climat. La rentabilité économique et les avantages de protection du climat des nouvelles infrastructures (par exemple, des émissions de CO₂ relativement faibles) sont soulignés, tandis que les conséquences sociales et écologiques autres que les émissions de CO₂ sont ignorées.

Exemple Ferrogrão

Le projet de chemin de fer proposé EF-170, appelé Ferrogrão, vise à relier la production de soja du centre du Brésil aux ports de l'Amazonie. L'itinéraire de près de 1000 km traverse des zones protégées

et porterait gravement atteinte à l'espace de vie des communautés autochtones. Pour la mise en œuvre, d'immenses zones de forêt devraient être détruites et l'industrialisation de la région devrait être augmentée. Lorsque le projet a été annoncé aux investisseurs internationaux l'année dernière, le projet a été vendu comme une contribution positive à la protection du climat car la route serait remplacée par le rail et le CO₂ serait économisé.

Exemple Fosen Vind

Dans le centre de la Norvège, l'existence de l'élevage de rennes Sami est menacée par la construction de parties du projet éolien norvégien « Fosen Vind ». Dès le début du projet, il était évident que les éoliennes prévues sur les pâturages de rennes auraient un impact massif sur les moyens de subsistance et la culture des Samis concernés. La violation des droits internationalement garantis de la communauté Sami locale a été confirmée par la plus haute juridiction norvégienne en octobre 2021 et certaines parties du projet ont été déclarées illégales. En effet, les installations mettent sérieusement en danger la vie culturelle des Samis locaux. Bien qu'il ait été jugé illégal, le parc éolien de Storheia est toujours en activité aujourd'hui.

« Les peuples autochtones doivent faire face aux conséquences dramatiques du changement climatique. Dans le même temps, alors que les peuples autochtones sont exposés aux coûts injustes du changement climatique, il est nécessaire que des mesures justes soient prises pour empêcher que cela ne se produise. Si cela ne réussit pas, les peuples autochtones seront davantage marginalisés et déplacés. »

– Aili Keskitalo, ancien président du Parlement sami norvégien au Swiss Economy Symposium 2021

Exemple Nornickel

En mai 2020, 21 000 tonnes de diesel se sont déversées dans la toundra du nord de la Sibérie à partir d'un réservoir défectueux appartenant à Nornickel, le plus grand producteur mondial de palladium et de nickel, polluant complètement les eaux environnantes⁵. Cet incident est l'une des pires catastrophes environnementales dans l'Arctique, mais en aucun cas la seule. Les pratiques commerciales de Nornickel se caractérisent par une négligence catastrophique des infrastructures, l'élimination illégale de déchets toxiques et le mépris des normes de sécurité, environnementales et des droits de l'homme⁶.

Ce que fait la Gfbv

- Donner aux communautés indigènes d'Amazonie les moyens de revendiquer leurs droits par le biais d'ateliers sur la politique et le droit
- Soutien aux militants indigènes russes dans leur procès contre la société de nickel Nornickel
- Sensibiliser le secteur financier suisse à l'impact d'un financement soi-disant durable et au droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) et lutter contre les mauvaises solutions et le green-washing.

Ce que demande la Gfbv

- Reconnaître et garantir le droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) des communautés autochtones concernées dans la planification et la mise en œuvre de projets – également en ce qui concerne la « transition verte »
- Utiliser le CLIP comme référence de gestion des risques à l'intersection des risques environnementaux et sociaux pour éviter de faire l'un au détriment de l'autre
- Respect d'un minimum de mesures de protection pour éviter les dommages sociaux lorsque les projets sont annoncés comme « verts » et « durables ».
- Veiller à ce que les accords de partage des avantages soient négociés entre toutes les parties concernées (benefit-sharing)

2. World Ocean Review: The pathways of heat, 2019 sur: <https://worldoceanreview.com/en/wor-6/climate-change-impacts-in-the-polar-regions/the-pathways-of-heat/>
3. L'Amazonie représente 10 % de la biomasse de la planète et stocke 90 à 140 milliards de tonnes de carbone. Source: Por que a Amazônia é vital para o mundo? | Natureza | G1 (globo.com)
4. Entre 2009 et 2019 les assassinats d'écologistes indigènes au Brésil ont augmenté de 22%. Source: <https://www.dw.com/pt-br/assassinios-de-ind%C3%A9genas-no-brasil-crescem-22-em-uma-d%C3%A9cada/a-59045753>
5. Zábóji, Niklas: L'entreprise scandaleuse russe pollue l'environnement, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 15 juillet 2020. disponible sur: <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-energie-und-umwelt/russias-scandal-gruppe-nornickel-verpollut-die-umwelt-16861315.html>
6. Zábóji, Niklas: L'entreprise scandaleuse russe pollue l'environnement, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 15 juillet 2020. disponible sur: <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-energie-und-umwelt/russias-scandal-gruppe-nornickel-verpollut-die-umwelt-16861315.html>



Kontakt:

Julia Büsser
Responsable du programme
Amazonie

julia.buesser@gfbv.ch
031 939 00 13
www.gfbv.ch

Grüner Fisch

La justice climatique – une affaire de cœur



Grüner Fisch est une association de chrétien.e.s avec un cœur pour toutes les personnes et toute vie dans ce monde. Nous constatons que la consommation actuelle des ressources par l'humanité est insoutenable, qu'elle est inéquitablement répartie et que la crise climatique renforce cette injustice. C'est pourquoi nous nous engageons pour la justice climatique.

Objectif

Basée sur des valeurs chrétiennes, l'association Poisson Vert s'engage pour l'utilisation durable et la répartition équitable des ressources naturelles.

Objectifs

Le Poisson Vert promeut une gestion responsable de la Création de Dieu et s'engage en faveur des personnes touchées par la crise climatique et pour une répartition plus équitable des ressources naturelles dans le monde. La motivation de cet engagement a été formulée dans l'appel à l'action suivant: <https://www.declaration-urgence-climat.ch/>

Mise en œuvre

Pour atteindre ces objectifs, le Poisson vert sensibilise les particuliers et les paroisses de Suisse aux thèmes du développement durable et soutient des projets d'aide écologique dans les pays en développement.

Le Poisson vert encadre les particuliers et les paroisses qui souhaitent adopter un style de vie responsable et équitable dans l'utilisation des res-

sources naturelles. Il sensibilise le public au fait qu'un mode de vie intensif en énergie et en CO₂ n'est pas durable et injuste envers les autres. Le Poisson vert montre des alternatives viables à la crise climatique et à la crise énergétique et donne du courage pour un avenir durable. L'objectif à long terme est une société équitable nette zéro et la préservation de la biodiversité naturelle.

Le Poisson vert soutient - par le biais de relations publiques, de collectes de fonds, de conseils en matière de projets et de mise en contact – des projets dans les pays en développement (actuellement surtout au Népal et en Éthiopie) qui ont un avantage écologique mesurable et qui améliorent les moyens de subsistance de la population. Les projets ont en commun: une réduction quantifiable du CO₂, l'utilisation d'une technologie facilement applicable et adaptée et la formation de la population locale afin d'obtenir un effet multiplicateur à long terme.



Contact

Site web
www.gruenerfisch.ch

Courrier électronique
info@gruenerfisch.ch

Contact
Anna Mariani



Contact

Site web
www.gruenerfisch.ch

Courrier électronique
info@gruenerfisch.ch

Contact
André Galli



Eglises pour l'environnement

œco conseille les paroisses sur les questions environnementales. Elle forme des conseillers ecclésiastiques en matière d'environnement, est l'organisme de certification pour le label environnemental « Coq Vert » et organise l'action « Un temps pour la création ». En outre, œco apporte un point de vue théologique et éthique dans le débat sur la politique environnementale par le biais de prises de position.

œco propose notamment

- avec l'offre de cours « L'énergie dans les églises », des connaissances spécialisées pour un chauffage adapté dans les églises pour les sacristains, les sacristains et les responsables de construction,
- propose depuis 2015 le management environnemental « Coq Vert » pour les paroisses et les communautés religieuses. En mettant en œuvre le management environnemental, les institutions ecclésiastiques réduisent leur impact sur l'environnement et économisent de l'énergie, contribuant ainsi à une plus grande justice climatique,
- avec des documents annuels pour la célébration de la Saison de la Création, œco aide à sensibiliser les paroisses et les communautés ecclésiastiques à la sauvegarde de la Création et à la protection du climat : www.saisondelacreation.ch

Coq Vert

Le système de gestion environnementale « Coq Vert » aide les paroisses et les institutions ecclésiastiques à recenser et à réduire leur impact sur l'environnement. Des objectifs fixés en commun conduisent à des améliorations constantes. Les points forts correspondent aux possibilités et aux priorités de la paroisse : une paroisse peut mettre l'accent sur les économies d'énergie et d'eau, sur l'aménagement des alentours, sur la promotion de la diversité des plantes et des animaux indigènes sur le terrain de l'église, sur l'achat de produits respectueux de l'environnement ou sur le tri des déchets.

Si une paroisse suit le programme en 10 points prescrit et fait évaluer sa gestion environnementale par un spécialiste qualifié, elle obtient le certificat « Coq Vert » d'oecu.

Le travail environnemental motive de nouveaux paroissiens à y participer et la paroisse fait parler d'elle de manière positive grâce à son engagement pour la préservation de la création. Outre les coûts supplémentaires liés à l'élaboration et à l'introduction du certificat, des économies sont probables à plus long terme, car la consommation d'énergie de chauffage, d'eau et de papier est réduite.

Depuis l'introduction du Coq Vert en Suisse en 2015, 58 paroisses et institutions ecclésiastiques ont obtenu le certificat (état décembre 2022).



Contact

Kurt Zaugg-Ott
œco Églises pour l'environnement, Berne
Tél. 031 398 23 45
zaugg-ott@oeku.ch

www.oeku.ch
www.coq-vert.ch
www.saisondelacreation.ch



StopPauvreté

STOP
PAUVRETÉ

La justice globale commence par nous.

StopPauvreté, en tant que campagne de sensibilisation, montre que la pauvreté et l'injustice seront éliminées notamment en remettant en question notre mode de vie et si nous nous engageons, ici en Suisse, pour des structures politiques et économiques plus justes. StopPauvreté sensibilise en particulier les chrétiens et les églises en Suisse aux côtés des organisations membres d'Interaction.

Nous sensibilisons les Eglises, les chrétiennes et les chrétiens à la pauvreté et à l'injustice, sur la base d'une compréhension intégrale de la mission. Nous les appelons à s'engager pour un monde plus juste et plus miséricordieux en tant qu'expression de l'amour du prochain. En tant que campagne chrétienne, nous contribuons à ce que les 17 objectifs de développement durable de l'ONU deviennent réalité et que la pauvreté mondiale soit vaincue d'ici 2030.

Notre vision

StopPauvreté a la vision d'une création florissante, dans laquelle les gens peuvent vivre à l'abri de la pauvreté, de l'injustice et des conflits – en paix avec Dieu, avec la nature et les uns avec les autres, comme Jésus-Christ l'a voulu et rendu possible.

Ce que nous faisons

Nous mettons à la disposition des individus et des églises des informations, des événements et des outils – pour les rendre attentifs aux thèmes en lien avec la pauvreté et le développement et les encourager à agir.

Lien avec le thème de la justice climatique

La justice est un thème central de la Bible, plus de 3000 passages en témoignent. Le changement climatique est une menace pour les moyens de subsistance de nombreuses personnes, et les habitants des régions pauvres du monde sont plus touchés, mais moins responsables. Il va donc de soi que la justice climatique est un thème pour lequel StopPauvreté s'engage depuis des années et qu'elle a notamment choisi comme thème en 2018 déjà. En 2021, StopPauvreté a participé à l'élaboration de la [Déclaration pour une action chrétienne face à l'urgence climatique.](#)

• S'informer



Monde



Bible



Développement durable

• S'engager



Vivre



Prier



Donner



Politique



Multiplier

Nos projets

EcoEglise

EcoEglise est une plateforme qui encourage à mettre en place des actions et changer les pratiques pour prendre soin de la création dans toutes les dimensions de la vie d'église. StopPauvreté est partenaire de ce projet œcuménique aux côtés de quatre autres organisations fondatrices. 32 églises sont actuellement en chemin avec cet outil mis à disposition

Un Dimanche pour son prochain

Un Dimanche pour son prochain donne une place aux thèmes de la justice et de la pauvreté dans les églises de Suisse romande, un dimanche par année entre février et mars. Un dossier est élaboré sur le thème de l'année, avec des éléments tels que des propositions de prédications, de chants, de prières, de programmes pour les enfants et les jeunes.

Magazine annuel

Chaque année un magazine est élaboré présentant le thème annuel de StopPauvreté. Il y intègre des séries d'articles, interviews ainsi que la présentation de projet dans les pays du Sud d'organisations membres d'Interaction. Le magazine est distribué à 20'000 exemplaires au travers de divers magazines chrétiens (Alliance Presse, Vivre, Echo Magazine...)

Cours Just People

Un monde plus juste reste-t-il un rêve inachevé ? Comment pouvons-nous contribuer à rendre ce rêve possible ? Quel est le rapport entre notre foi, l'injustice dont nous pouvons être témoins dans ce monde ou encore la préservation de la création et quel est le rôle de nos communautés chrétiennes et de nos églises dans tout cela ? Le cours Just People aborde en profondeur les grandes questions de notre époque ! Il permet de mieux comprendre le contexte des événements mondiaux actuels et invite à découvrir et à célébrer Dieu en tant que Créateur et l'étendue de nos possibilités d'action. Just People est en cours d'adaptation en français et sera diffusé dès 2023.



Notre organisation de soutien : Interaction
StopPauvreté est la campagne de sensibilisation d'Interaction. Interaction est une association faitière de plus de 30 organisations chrétiennes de développement – un centre de compétences dans les domaines de la coopération au développement, de l'aide d'urgence et de la sensibilisation du Réseau évangélique suisse (RES).

www.stoppauvrete.ch

La justice climatique par la compensation des dommages liés au climat

L'EPER soutient des projets de coopération au développement dans plus de 30 pays sur quatre continents afin de lutter contre la pauvreté et l'injustice et s'engage pour une vie dans la dignité pour tous les êtres humains. En même temps, par son travail de politique de développement, l'EPER agit pour un changement systémique – en Suisse et dans le monde. L'EPER apporte une aide humanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits armés dans le monde entier et soutient le travail des Eglises en Europe de l'Est et au Proche-Orient.

Points forts

Dans son travail de programme en Suisse, l'EPER s'engage pour les droits et les préoccupations des réfugié.e.s et des personnes socialement défavorisées. Dans ses projets mondiaux comme dans son travail de sensibilisation sur des thèmes de politique de développement et de politique sociale en Suisse, l'EPER se concentre sur quatre priorités: la justice climatique, le droit à la terre et à l'alimentation, l'asile et la migration ainsi que l'intégration.

Contexte

Avec la crise climatique, non seulement les températures augmentent, mais le niveau de la mer monte et les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations et les sécheresses se multiplient. Les pays industrialisés et leurs entreprises sont les principaux responsables du réchauffement climatique, mais ce sont surtout les habitant.e.s des pays pauvres du Sud mondial qui en subissent les conséquences; ils et elles sont de plus en plus souvent privé.e.s de leurs moyens de subsistance à cause des effets du changement climatique. Cette situation est très injuste.

Engagement de l'EPER et de ses partenaires

Depuis des années, l'EPER s'engage pour la justice climatique. Dans de nombreux pays, l'EPER aide les populations locales à s'adapter au changement climatique, par exemple avec des semences résis-

tantes à la chaleur et des méthodes de culture agro-écologiques. La justice climatique implique également que les principaux responsables du changement climatique soient tenus pour responsables. Depuis 2013, des organisations de l'ONU comme le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) reconnaissent que les dommages causés par la crise climatique doivent être compensés.

Exemple de l'Indonésie

L'EPER et ses partenaires s'engagent pour une telle compensation. En Indonésie, l'EPER travaille depuis 10 ans avec la plus grande organisation environnementale indonésienne, WALHI. Dans ce pays, des milliers d'îles et de zones côtières sont touchées par la montée du niveau de la mer. WALHI s'engage pour une compensation des dommages subis par les personnes touchées par la crise climatique. C'est pourquoi WALHI, le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains (ECCHR) et l'EPER soutiennent la plainte climatique de quatre pêcheurs indonésiens de l'île de Pari contre Holcim. Sur cette île, les inondations endommagent les maisons, les routes et d'autres infrastructures. Ces inondations de plus en plus fortes et violentes sont une conséquence de l'élévation du niveau de la mer. Si les émissions globales de CO₂ ne sont pas rapidement réduites, l'île de Pari et une grande partie de l'Indonésie seront submergées d'ici 30 ans au plus tard.



Pour plus d'informations
<https://callforclimatejustice.org/fr/>

Prise de position de l'EPER sur la
justice climatique
[https://www.eper.ch/thematiques/
justice-climatique](https://www.eper.ch/thematiques/justice-climatique)

Site web
www.eper.ch



Contact

Yvan Maillard Ardent
Verantwortlicher Klimage-
rechtigkeit

Courrier électronique
yvan.maillard@heks.ch

Justice climatique – La Suisse est également sollicitée en matière d'alimentation et d'agriculture

L'impact de la crise climatique sur la pauvreté, la migration et la faim est important. Selon le dernier rapport de l'ONU sur le climat, 3,6 milliards de personnes dans le monde vivent dans des régions très fortement menacées par le changement climatique⁷. Les plus démunis dans les pays en développement sont à la fois les plus impuissants et les plus touchés.

En effet, ils vivent souvent dans des zones particulièrement exposées et n'ont pas accès aux infrastructures et aux services indispensables à l'adaptation au changement climatique⁸. De plus, dans les pays en développement, la dépendance des familles vis-à-vis des ressources naturelles est grande – l'agriculture est une base vitale essentielle. Or, il sera de plus en plus difficile de pratiquer l'agriculture à l'avenir, car les conditions météorologiques ne sont plus guère prévisibles et les sécheresses et les inondations catastrophiques, les nouveaux parasites et les maladies des plantes détruisent les cultures et les récoltes.

Les femmes et les filles souffrent particulièrement des conséquences du changement climatique, car elles sont désavantagées par rapport aux hommes en termes d'accès à la terre, à l'éducation, aux ressources financières et aux nouvelles technologies, ainsi qu'en termes de participation politique et sociale. Par exemple, le risque de mourir des suites de catastrophes climatiques est nettement plus élevé pour les femmes que pour les hommes⁹.

En tant que responsable de plus d'un tiers de toutes les émissions de gaz à effet de serre, l'agriculture et l'industrie alimentaire doivent être davantage mises en avant dans le débat sur le climat et il est urgent de miser sur des alternatives au modèle industriel. Une agriculture orientée vers l'agroécologie peut apporter une contribution importante à la résolution de la crise climatique. Elle ne produit pas à tout prix toujours plus de denrées alimentaires, ce qui implique de défricher des forêts, d'émettre du méthane et du protoxyde d'azote

dans les élevages intensifs et d'utiliser des engrais qui produisent beaucoup d'émissions de CO₂. Elle mise sur une alimentation locale, saisonnière et écologique pour tous.

SWISSAID demande une justice climatique, c'est-à-dire que les pays industrialisés cessent de produire des émissions de gaz à effet de serre tout en aidant les pays les plus vulnérables à limiter les conséquences des catastrophes déjà survenues ou à venir. Cela comprend aussi la mise en place de systèmes alimentaires agroécologiques, durables.

Les revendications de SWISSAID

Passer la serpillière devant sa propre porte

- Bilan d'émissions net zéro d'ici 2040¹⁰: Les gaz à effet de serre s'accumulent dans l'atmosphère depuis des décennies, l'abandon des énergies fossiles doit avoir lieu le plus tôt possible afin d'en freiner les conséquences. La Suisse doit atteindre l'objectif « zéro net » d'ici 2040 et inclure le secteur agricole. Outre les émissions nationales, les émissions grises dues aux importations et les émissions indirectes causées par les entreprises à l'étranger doivent également être prises en compte¹¹.
- Les systèmes alimentaires gérés de manière agro-écologique émettent moins de GES et fixent le carbone (CO₂) dans des sols riches en humus – un effet climatique doublement positif¹².
- S'engager aussi politiquement pour l'agroécologie: Nous demandons que la Suisse s'engage

en faveur de l'agroécologie et d'une production alimentaire respectueuse du climat lors des négociations climatiques.

- Consommation respectueuse du climat : nous devons mettre en place en Suisse des mesures visant à réduire la consommation de produits d'origine animale et à promouvoir la consommation d'aliments écologiques, saisonniers et régionaux.
- Feed no food: les animaux doivent être élevés sur des surfaces où il n'est pas possible de produire de la nourriture pour la population locale. Arrêter les importations d'aliments concentrés en provenance de l'étranger.

Faire preuve de solidarité

- Respecter honnêtement l'accord de Paris: La Suisse doit respecter son engagement et consacrer chaque année au moins 1 milliard de francs à des mesures de protection du climat et d'adaptation dans les pays en développement, en utilisant des sources supplémentaires et nouvelles.
- La promotion des femmes comme stratégie contre la crise climatique: dans de nombreux pays, les femmes et les filles ont la responsabilité d'approvisionner le foyer en énergie et en eau. Ce sont aussi majoritairement elles qui cultivent les champs et sont responsables de l'alimentation de la famille. Les femmes souffrent donc particulièrement des conséquences du changement climatique. Pour trouver des solutions à la crise climatique, il est donc essentiel d'impliquer directement les femmes et de leur donner la parole à tous les niveaux du débat sur le climat, ainsi que de promouvoir leurs droits à la terre, à l'eau et à l'éducation.



7. IPCC, 2022: Summary for Policymakers, Cambridge University Press, Cambridge, UK & New York, NY, USA, pp. 3-33; https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf

8. GIEC 2019: Climate Change and Land. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/Edited-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf

9. GIEC, 2014: https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full.pdf

10. Avec l'accord de Paris signé par la Suisse, les États s'engagent à limiter le réchauffement climatique bien en dessous de deux degrés. Pour atteindre ces objectifs, les émissions nettes des pays doivent être réduites à zéro le plus rapidement possible. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) le montre sans équivoque; https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_SPM.pdf

11. <https://www.swissaid.ch/de/medien/milch-und-fleischwirtschaft-nestle-allein-stoesst-halb-so-viel-klimagase-aus-wie-die-gesamte-schweiz/>

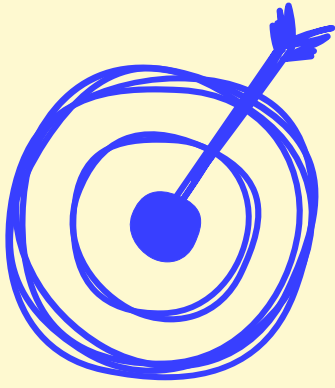
12. <https://www.4p1000.org/>



Contact

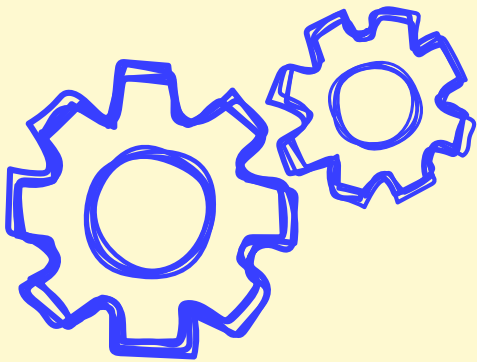
Sonja Tschirren
Responsable du dossier
climat et agroécologie

s.tschirren@swissaid.ch
031 350 53 53



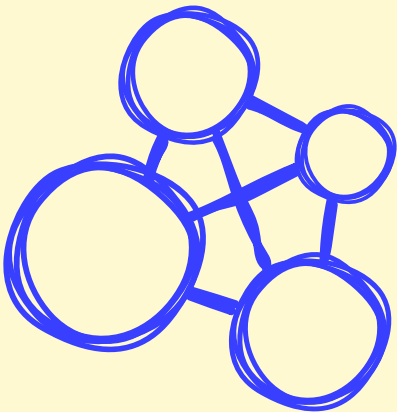
Nos objectifs

Nous soutenons une politique climatique ambitieuse, équitable et durable pour la Suisse, basée sur des résultats scientifiques et qui s'engage à mettre en œuvre les objectifs des accords internationaux sur le climat.



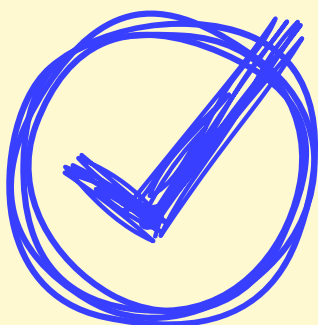
Notre moteur

Le climat est d'importance systémique. Nous nous engageons pour la préservation des bases de la vie - pour les habitants de la Suisse comme pour ceux du Sud global. Nous nous engageons pour la préservation de la biodiversité.



Notre engagement

Nos organisations membres et partenaires couvrent entre autres les domaines de l'environnement, du développement, des églises, de la jeunesse, des syndicats et de la protection des consommateurs. Nous mettons notre largeur et notre diversité au service de projets communs.



Notre mission

En tant que large alliance de la société civile, nous nous engageons pour la mise en réseau et l'échange des acteurs du climat. En tant que plaque tournante du mouvement climatique, nous cherchons et utilisons des synergies entre différentes stratégies.

oeku | **oeco**
Kirchen für die Umwelt | Eglises pour l'environnement

ARZTINNEN
UND ARZTE FÜR
UMWELTSCHUTZ
MEDECINS EN FAVEUR DE
L'ENVIRONNEMENT
MEDICI PER
L'AMBIENTE

EPER
Pain pour le prochain.

Public Eye

SWISSAID

Fastenaktion
Action de Carême
Azione Quaresimale

**SOCIÉTÉ POUR
LES PEUPLES
MENACÉS**

Grüner Fisch

HELVETAS

**STOP
PAUVRETÉ**

AKU
Arbeitsgemeinschaft
Klima, Energie und Umwelt

Au sein de l'Alliance climatique, des organisations se réunissent en groupes de travail pour travailler sur des thèmes climatiques spécifiques et sur les stratégies de l'Alliance. Le groupe de travail Justice climatique s'occupe des questions Nord-Sud ainsi que du rôle et de la responsabilité de la Suisse.

Le groupe existe depuis 2021 et les organisations suivantes y participent activement : Communauté de travail, énergie et environnement, Médecins en faveur de l'environnement, Action de Carême, Grüner Fisch, Helvetas, EPER, oeco – Eglises pour l'environnement, Public Eye, StopPauvreté, Swissaid.

